
Luxembourg

Code pénal, Art. 454 (L. 28 novembre 2006)

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs moeurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales, les groupes ou communautés de personnes, à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille, de leur âge, de l'état de santé, du handicap, des moeurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée, des membres ou de certains membres de ces personnes morales, groupes ou communautés.

Art. 455. (L. 19 juillet 1997)

Une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes, est punie d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, lorsqu'elle consiste :

- 1) (L. 21 décembre 2007) à refuser la fourniture ou la jouissance d'un bien et/ou l'accès à un bien ;
- 2) (L. 21 décembre 2007) à refuser la fourniture d'un service et/ou l'accès à un service ;
- 3) (L. 21 décembre 2007) à subordonner la fourniture d'un bien ou d'un service et/ou l'accès à un bien ou à un service à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 454 ou à faire toute autre discrimination lors de cette fourniture, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 ;
- 4) à indiquer dans une publicité l'intention de refuser un bien ou un service ou de pratiquer une discrimination lors de la fourniture d'un bien ou d'un service, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 ;
- 5) à entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque,
- 6) à refuser d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne ;
- 7) (L. 28 novembre 2006) à subordonner l'accès au travail, tous les types de formation professionnelle, ainsi que les conditions de travail, l'affiliation et l'engagement dans une organisation de travailleurs ou d'employeurs à l'un des éléments visés à l'article 454 du code pénal.

Art. 456. (L. 19 juillet 1997)

Une discrimination visée à l'article 454, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté de personnes par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou de sa mission, est punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 251 euros à 37.500 euros ou de l'une de ces peines seulement, lorsqu'elle consiste :

- 1) à refuser le bénéfice d'un droit accordé par la loi ;
- 2) à entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque.

Art. 457.

(L. 19 juillet 1997) Les dispositions des articles 455 et 456 ne sont pas applicables :

-
- 1) aux différenciations de traitement fondées sur l'état de santé, lorsqu'elles consistent en des opérations ayant pour objet la prévention et la couverture du risque décès, des risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou des risques d'incapacité de travail ou d'invalidité ;
 - 2) aux différenciations de traitement fondées sur l'état de santé ou le handicap, lorsqu'elles consistent en un refus d'embauche ou un licenciement fondé sur l'inaptitude médicalement constatée de l'intéressé ;
 - 3) aux différenciations de traitement fondées, en matière d'embauche, sur la nationalité, lorsque l'appartenance à une nationalité déterminée constitue, conformément aux dispositions statutaires relatives à la fonction publique, aux réglementations relatives à l'exercice de certaines professions et aux dispositions en matière de droit du travail, la condition déterminante de l'exercice d'un emploi ou d'une activité professionnelle ;
 - 4) aux différenciations de traitement fondées, en matière d'entrée, de séjour et de droit de vote au pays, sur la nationalité, lorsque l'appartenance à une nationalité déterminée constitue, conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'entrée, au séjour et au droit de vote au pays, la condition déterminante de l'entrée, du séjour et de l'exercice du droit de vote au pays ;
 - 5) abrogé (L. 28 novembre 2006)

Art. 457-1. (L. 19 juillet 1997)

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement :

- 1) quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454 ;
- 2) quiconque appartient à une organisation dont les objectifs ou les activités consistent à commettre l'un des actes prévus au paragraphe 1) du présent article ;
- 3) quiconque imprime ou fait imprimer, fabrique, détient, transporte, importe, exporte, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, met en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoie à partir du territoire luxembourgeois, remet à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois, des écrits, imprimés,

dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454.

La confiscation des objets énumérés ci-avant sera prononcée dans tous les cas.

Art. 457-2. (L. 19 juillet 1997)

Lorsque les infractions définies à l'article 453 ont été commises à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, des personnes décédées à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées, les peines sont de six mois à trois ans et d'une amende de 251 euros à 37.500 euros ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 457-3. (L. 19 juillet 1997)

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement celui qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

Est puni des mêmes peines ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par un des moyens énoncés au paragraphe précédent, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide et reconnus par une juridiction ou autorité luxembourgeoise ou internationale.

Art. 457-4. (L. 19 juillet 1997)

Dans les cas prévus aux articles 455, 456, 457-1, 457-2 et 457-3, les coupables pourront de plus être condamnés à l'interdiction des droits conformément à l'article 24.

Act of 27 July 1991 on electronic media, section 28 : Stipulates that television advertising must not violate human dignity, be discriminatory on grounds of race, sex or nationality or attack religious or political opinions.

Case Law

Luxembourg / Cour d'appel, 5ème chambre - 263/05 V.

Inventory No.	CASE 91 1
Deciding body	Cour d'appel, 5ème chambre [Court of Appeal, 5th chamber]
Date	Date of decision: 07.06.2005
Deciding Body	National court / tribunal
Topic	Hate speech
Keywords	Legal finding, court decision, National-Socialism and Fascism, Luxembourg.
Abstract	<p>Key facts of the case: The defendant was 18 at the time of the infraction and homeless. He was in a drunken state when he was found carrying an unauthorised weapon in public and shouting 'Heil Hitler' and 'Sieg Heil', holding a paper with a swastika. On arrest, he immediately handed over the gun. He did not appear either at the two hearings at the 12ème Chambre and the Tribunal d'Arrondissement, nor for the appeal procedure at the Tribunal Correctionnel. Main reasoning/argumentation: a) Infraction against articles 2 and 5 of the law of 15.03.1983 concerning arms and munitions or bidding the carrying of arms subject to ministerial authorisation without such an authorisation. b) Incitation to hatred and violence with regards to a community of persons by shouting fascist slogans and presenting fascist symbols (articles 454, 455 and 457-3 of Penal Code). Public order was disturbed because of the gun the defendant was carrying. Key issues (concepts, interpretations) clarified by the case: The Luxembourgish Criminal Justice system demonstrated its will not to tolerate the carrying of weapons in public and the disturbance of public order by shouting fascist slogans. Results and most important consequences, implications of the case: The defendant was sentenced to four months prison without probation and a fine of EUR 1000. He appealed against the sentence but did not appear at the appeal hearing. The sentence was confirmed without the possibility of probation as he had not appeared at either hearing. This relatively strong punishment of a young person who had just reached the age of criminal responsibility can be explained by the fact that he had carried weapons, exposed many fascist symbols (texts, shouting 'Heil Hitler'), did not appear for the hearings, and hence did not present any sign of cooperation with the criminal justice system. The case shows the will of the state to counter any type of dissemination of fascist symbols, any type of incitation to hatred and violence and any illegal carrying of weapons. This can be considered as a harsh punishment if one takes into account the young age and the homeless status of the defendant.</p>

[FRA Database]

Luxembourg

Justice and case law (Constitutional Court – Court of Cassation – Administrative Courts):
<http://www.justice.public.lu/fr/jurisprudence/index.html>

The screenshot shows a web browser window displaying the 'Jurisprudence' page of the Luxembourg Justice website. The page features a header with the Luxembourg coat of arms and the text 'LA JUSTICE Grand-Duché de Luxembourg'. A search bar is located in the top right corner. The main content area is titled 'Jurisprudence' and includes a navigation menu on the left with categories such as 'Affaires pénales', 'Bail d'habitation', 'Créances', 'Famille', 'Sociétés et commerces', 'Travail', 'Aides et informations', 'Actualités', 'Annuaire', 'Audiences', and 'Jurisprudence'. The 'Jurisprudence' section contains the following text:

La présente page permet de consulter les décisions de Justice (anonymisées) rendues par:

- la Cour Constitutionnelle
- la Cour de cassation
- les juridictions administratives.

Les décisions reproduites sur le présent site ne sont que des copies informelles et ne font pas foi du contenu des minutes signées.

Below this text, there is a section titled 'Pour en savoir plus' with the following links:

- [Arrêts CEDH concernant le Luxembourg](#)
- [Jurisprudence des juridictions sociales](#)
- [Meta-moteur de recherche du Réseau des Présidents des Cours Suprêmes de l'Union Européenne](#)
- [Documentation juridique \(CREDOC\)](#)

At the bottom of the page, there is a 'Sous-rubriques' section with the following links:

- [Cour Constitutionnelle](#)
- [Cour de cassation](#)
- [Juridictions administratives](#)

The footer of the page indicates the last update date: 'Dernière mise à jour de cette page le : 24-11-2010'. The browser's taskbar at the bottom shows several open applications, including 'demarrer', 'Jurisprudence - L...', 'Courrier entrant p...', 'Jurisprudence So...', 'Annexes jurisprud...', 'Microsoft Excel - ...', 'Jurisprudence à C...', and 'LUX - J - 2 - Micro...'. The system clock shows the time as 11:41.

Public Policies



Le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été créé par la loi du 28 novembre 2006.

Le CET exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge.

Brochure (PDF)

Clip audio : Le lecteur Adobe Flash (version 9 ou plus) est nécessaire pour la lecture de ce clip audio. Téléchargez la dernière version [ici](#) . Vous devez aussi avoir JavaScript activé dans votre navigateur.

Projet de loi n° 6161 portant modification de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et du code du travail

vendredi 17 décembre 2010

Avis du CET

Suivant l'article 10 de la loi du 28 novembre 2006, le CET peut notamment émettre des avis ainsi que des recommandations sur toutes les questions liées aux discriminations fondées sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge.

Considérant que le présent projet de loi s'inscrit dans la thématique des discriminations basées sur le handicap, le CET a adopté le présent avis de sa propre initiative.

[Continuer la lecture →](#)

Publié dans [Avis & communiqués](#) | Commentaires fermés

Projet de loi n° 6141 portant approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

vendredi 17 décembre 2010

Avis du CET

Le CET s'est autosaisi pour donner son avis sur le projet de loi portant approbation :

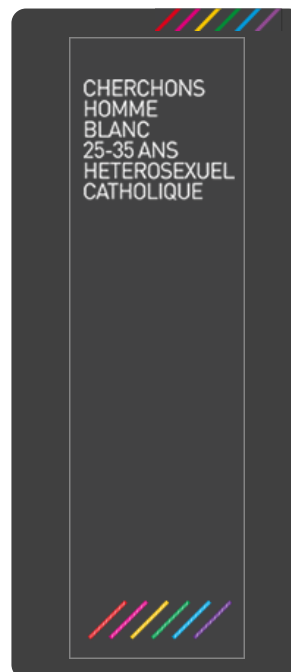
- de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006
- du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006. [Continuer la lecture →](#)

Publié dans [Avis & communiqués](#) | Commentaires fermés

Louer sans discriminer – Guide pratique pour les professionnels de l'immobilier

mardi 23 novembre 2010

Recherche



Third report on Luxembourg

Adopted on 16 December 2005

Strasbourg, 16 May 2006



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Recommendations:

39. ECRI strongly recommends that the Luxembourg Government continue and improve basic and on-going training on issues concerning racism and racial discrimination provided to the police as well as to the staff of the Luxembourg Detention Centre and the Directorate of Immigration. It also recommends that the government pay special attention to the complaints of racist and/or xenophobic insults recorded in respect of prison officers of the Luxembourg Detention Centre, by conducting enquiries on the subject and taking disciplinary measures against anyone found guilty of such behaviour.
40. In its second report, ECRI noted that the Luxembourg school system did not include specific human rights lessons, although the subject was tackled in a cross-disciplinary way at various levels and in different subjects such as history and languages. It further strongly recommended that the Luxembourg Government take steps to enhance pupils' mutual understanding and stressed the need to ensure that the teaching material used at all stages of education better reflect the different components of Luxembourg society.
41. The "Education" sub-commission of the Consultative Commission on Human Rights¹⁴ has informed ECRI that it has attempted to convey to the government the importance of providing teaching staff with training in human rights. In 2005, it also submitted to the government an "Outline of a consistent and multidisciplinary approach to human rights education"¹⁵ in which, among other points, it stated that it was important for young people to learn about Luxembourg's legislation when they were required to think about issues such as racism¹⁶. Unfortunately, ECRI notes that the Luxembourg Government does not appear to have taken account of this very important proposal in its general policy announced on 12 October 2005¹⁷. However, the latter has informed ECRI that teachers training to teach in secondary schools have transversal course components relating to human rights. ECRI further notes that teachers do not appear to value pupils' cultural diversity as the asset it really is. NGOs have informed ECRI that some teachers still perceive young foreigners as a liability because of their lack of knowledge of the languages spoken in Luxembourg and take the view that they lower classroom standards.
42. The Luxembourg Government should nevertheless be credited with a number of initiatives. For example, Article 4 of the law of 25 July 2005 setting up a pilot secondary school¹⁸ provides that pupils will receive education in values to ensure that they acquire appropriate knowledge of the main religions and currents of thought throughout the world. ECRI also welcomes the adoption of the law of 25 June 2004 on the organisation of secondary and technical secondary schools¹⁹, which provides in its Article 42 that incitement to racial hatred, to xenophobia and to religious intolerance is an offence punishable by

¹⁴ For further information on this commission, see below the part of the report entitled "Specific issues".

¹⁵ See Rapport annuel de la Commission consultative des droits de l'homme 2003 et 2004, p.173- 180.

¹⁶ See Rapport annuel de la Commission consultative des droits de l'homme 2003 et 2004, p. 177 and 178

¹⁷ See the general policy statement presented to the Chamber of Deputies by Mr Jean-Claude Juncker, http://www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2005/10/12juncker_chd/index.ht.

¹⁸ See Mémorial A (Official Gazette) No.139 of 26 August 2005.

¹⁹ See Mémorial A No.126 of 16 July 2004.

the reception classes for these children are not provided for by law, so municipalities are not compelled to set them up. The authorities have stated that a new law on primary education, which will include provision for these classes, is in preparation. This law is also expected to provide for mediators and teachers who do not speak Luxembourg's three official languages to be hired as civil servants²⁷.

Recommendations:

74. ECRI recommends that the Luxembourg Government frame a clear long-term policy for improving the integration of foreign pupils and those from an immigrant background into the Grand Duchy's school system. It considers that all the measures taken for that purpose should be enshrined in law so that they apply throughout the country.

Media

75. In its second report, ECRI noted with concern that the media had been showing less tolerance for some time. It therefore considered it necessary to alert media professionals to the dangers of publishing racist or antisemitic statements and strongly supported any steps they might take to adopt and implement guidelines encouraging journalists to report on events in a more responsible manner and to receive training for the purpose.
76. ECRI has been informed that the media continue to mention the colour or nationality of a suspect when this is neither necessary nor relevant. Furthermore, according to its sources, some media still convey a poor image of foreigners and particularly of asylum seekers. In this regard, Article 32 of the law of 8 June 2004 on the press set up a complaints commission which is to act both as a mediator and as a quasi-judicial body²⁸. Regrettably, however, this commission, which is headed by a retired judge, comprises only editors and journalists and does not therefore include anyone not involved in journalism. The Press Council has informed ECRI that a new code of professional ethics, which will take account of the issues of racism and racial discrimination, is being drawn up and should be adopted at the beginning of 2006.

Recommendations:

77. ECRI recommends that the Luxembourg Government help the media to do their job in a spirit of full respect for everyone, by promoting and supporting any initiatives to provide them with training courses on racism, racial discrimination and antisemitism. It also calls on the government to ensure a more active implementation of the legislation on discrimination to media circles when this proves necessary.

Climate of opinion

78. In its second report, ECRI drew the Luxembourg Government's attention to the principles laid down in the Charter of European Political Parties for a Non-Racist Society and hoped that these principles would be reflected in political life in Luxembourg.

²⁷ The authorities stated that this law might be passed before summer 2007.

²⁸ See Mémorial A No.85 of 8 June 2004, p.1207.

79. The National Council for Foreigners has informed ECRI that discriminatory acts peaked in 2004 as a result of the populist discourse of some politicians, but that the situation calmed down in 2005. ECRI has also learnt that in 2004, a number of politicians openly equated Africans with drug dealers. Moreover, during the October 2005 local elections campaign, a number of parties used rhetoric which played on people's fears of insecurity, with xenophobic overtones. NGOs and members of civil society have also described a climate of latent racism in Luxembourg society, which is not expressed through violence but is nevertheless tangible.

Recommendations:

80. ECRI reiterates its recommendation that the Luxembourg Government ensure that politicians across the political spectrum refrain from using language likely to fuel racial hatred and xenophobia.
81. ECRI urges the Government of the Grand Duchy of Luxembourg to continue conducting public awareness campaigns on the adverse consequences of racism and xenophobia.

Conduct of law enforcement officials

82. In its second report, ECRI pointed out that if the police were made more aware of cultural differences, this might improve their relations with immigrant communities. It also encouraged the Luxembourg Government to pursue its efforts to provide basic and on-going training in human rights.
83. It appears that no steps have been taken to increase the police's awareness of the different communities living in Luxembourg. The authorities have also stated that few complaints have been made to the police on account of racist acts or behaviour on the part of police officers. Only 20 were received in 2004 and 15 between January and June 2005, and these chiefly concerned racist insults. In general, however, no action is taken on complaints of this kind because, according to the authorities, there are no objective witnesses and because the complaints are considered unfounded. ECRI also notes with concern reports that the police tend to equate Africans with drug dealers, which sometimes causes wrongful arrests and imprisonment. Representatives of African communities have stated to the authorities that they encounter difficulties in submitting complaints on the subject. ECRI has been informed that when the police receive complaints from persons who have been subjected to discriminatory or racist acts by third parties, they refer them to a body responsible for providing them with assistance and support. The role of the police force itself in investigating complaints of this kind is therefore unclear. ECRI considers that all these problems reflect the police's insufficient knowledge of the issues relating to racism and racial discrimination and the way in which they should tackle them.
84. In its second report, ECRI firmly encouraged the Luxembourg Government to make all the necessary human and material resources available to enable the police to communicate properly with victims and alleged offenders who do not speak any of Luxembourg's official languages.
85. ECRI notes that a bill providing that any victim or offender who does not speak one of Luxembourg's languages is entitled to the services of an interpreter has been before the Chamber of Deputies for two years. As a result, to date, interpreters' services are provided only during criminal court hearings. This